

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1422^e
SÉANCE**

Lundi 20 décembre 1965,
à 10 h 30

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 31 de l'ordre du jour:

Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: rapports du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (fin) 449

Point 107 de l'ordre du jour:

Inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et protection de leur indépendance et de leur souveraineté (suite)
Examen des projets de résolution (suite) .. 450

Président: M. Károly CSATORDAY (Hongrie).

POINT 31 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération internationale touchant les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique: rapports du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (fin) [A/5785, A/6042; A/C.1/L.363/Rev.1, L.365/Rev.1]

1. Le PRÉSIDENT invite la Commission à poursuivre l'examen du projet de résolution des 13 puissances (A/C.1/L.363/Rev.1) et des amendements révisés du Cameroun et de la République arabe unie (A/C.1/L.365/Rev.1).

2. M. YOST (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation peut accepter le premier amendement. Depuis le début de l'ère spatiale, les Etats-Unis ont constamment souscrit à l'idée que l'espace extra-atmosphérique devait être utilisé à des fins pacifiques. A cet égard, il faut entendre par "fins pacifiques" des fins non agressives plutôt que des fins non militaires. Le programme spatial des Etats-Unis a eu surtout un caractère civil, mais les forces armées ont fourni une contribution indispensable tant en matériel qu'en personnel. Il n'y a pas de distinction vraiment nette entre les utilisations militaires et les utilisations non militaires de l'espace: les astronautes américains et soviétiques font partie des forces armées de leurs pays; un satellite de navigation peut rendre service à un bâtiment de guerre comme à un navire de commerce; les satellites de télécommunications peuvent être utilisés pour les besoins militaires aussi bien que pour les besoins civils. On ne peut séparer la question des activités militaires dans l'espace de celles des activités militaires sur terre. Pour juger une activité spatiale, il ne s'agit donc pas de savoir si elle a un caractère militaire ou non, mais si elle est compatible avec la Charte des Nations Unies et les autres obligations du droit

international. Le programme spatial des Etats-Unis répond à ce dernier critère.

3. M. YOST propose de modifier le deuxième amendement en insérant, après les mots "Prie le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique", le membre de phrase "agissant avec le concours du Secrétaire général et utilisant pleinement les services et les ressources du Secrétariat et". Dans le texte original des amendements (A/C.1/L.365), il était fait mention du Secrétaire général, mais il n'en est plus question dans le texte révisé. Le sous-amendement que proposent les Etats-Unis reprend la résolution 1721 B (XVI) de l'Assemblée générale, qui a été présentée par tous les membres du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et qui a été adoptée à l'unanimité par l'Assemblée. Il ne devrait donc pas donner lieu à controverse.

4. M. FAHMY (République arabe unie) dit que, pour hâter les travaux de la Commission, la délégation et la délégation du Cameroun n'insistent pas pour qu'on accepte leur premier amendement.

5. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) note que le projet de résolution a fait l'objet de commentaires favorables. Le mieux serait d'adopter un texte ne prêtant pas à controverse, ce qui serait conforme à la tradition suivie depuis longtemps au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, où les décisions sont prises d'un commun accord, les questions pouvant susciter des divergences n'étant pas mises aux voix. Le sous-amendement des Etats-Unis, qui a été déposé à la dernière minute, contient des idées nouvelles et tend à envisager la question sous une optique nouvelle.

6. Des dispositions qui sont satisfaisantes et justifiées dans le cas d'une résolution donnée ne peuvent pas toujours être reprises dans une autre résolution portant sur un sujet analogue mais examinées dans des circonstances différentes. D'ailleurs, il n'est pas besoin de préciser la procédure et les méthodes de travail que doit suivre le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Ce comité doit trancher lui-même ces questions, et, s'il le juge bon, il tiendra compte des vues exprimées par la délégation des Etats-Unis.

7. M. TREMBLAY (Canada) appuie le sous-amendement des Etats-Unis. La disposition en question ne prête pas à controverse et a déjà été acceptée par l'Assemblée générale. Il n'est pas d'usage de laisser au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique le soin de préparer des suggestions concernant des programmes d'enseignement

et de formation de spécialistes sans l'aide du Secrétariat. Ce comité reflète avant tout les vues des divers pays; en coopérant avec lui, le Secrétariat donnerait à ses travaux un caractère international et lui apporterait des connaissances et une expérience utiles.

8. M. SEATON (République-Unie de Tanzanie) dit que l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique n'est pas le monopole ou l'affaire exclusive des puissances qui exécutent des programmes spatiaux. Il s'est donc félicité de l'amendement qui visait à donner aux pays en voie de développement des possibilités accrues de participer à l'utilisation de l'espace.

9. La Commission ne doit pas perdre un temps précieux en débats de procédure ou en controverses. La délégation de la République-Unie de Tanzanie n'a pas d'objection contre le sous-amendement des Etats-Unis, qui aurait peut-être bénéficié d'un large appui s'il avait été présenté plus tôt; mais, étant donné les circonstances, peu de représentants se sont prononcés en faveur de ce texte. M. Seaton espère que la Commission pourra procéder à un vote le plus tôt possible.

10. M. SHAW (Australie) appuie le sous-amendement des Etats-Unis. On ne voit guère comment le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique pourrait s'acquitter de sa tâche sans l'aide et le concours du Secrétaire général et du Secrétariat. C'est ainsi que les programmes envisagés devront être combinés et coordonnés avec d'autres programmes analogues et qu'il faudra tenir compte des crédits disponibles.

11. M. GARCIA DEL SOLAR (Argentine) exhorte les délégations intéressées à faire preuve d'un esprit de compromis comme celui qui règne au sein du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

12. Le sous-amendement des Etats-Unis n'indique pas très clairement à quels "services" du Secrétariat on envisage de faire appel. De plus, les mots "utilisant pleinement... les ressources du Secrétariat" pourraient donner une idée fausse quant au volume des ressources à affecter au projet en question. Le représentant de l'Argentine suggère donc que la délégation des Etats-Unis remanie son sous-amendement de la façon suivante: "agissant avec le concours du Secrétaire général et en faisant appel aux ressources dont dispose le Secrétariat".

13. M. YOST (Etats-Unis d'Amérique) accepte de remanier son amendement dans ce sens.

14. M. SEATON (République-Unie de Tanzanie) fait observer qu'il serait probablement normal que le Secrétariat apporte tout le concours nécessaire au Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique.

15. Il propose formellement la clôture du débat sur la question en discussion, en vertu de l'article 118 du règlement intérieur.

En l'absence d'objection, la motion est adoptée.

16. M. VELLODI (Secrétaire de la Commission) informe la Commission, conformément à l'article 154 du règlement intérieur, qu'un crédit a été prévu dans le projet de budget pour 1966 pour permettre au

Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et à ses sous-comités de poursuivre leurs activités normales.

17. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur les propositions dont elle est saisie.

Par 79 voix contre 8, avec 5 abstentions, le sous-amendement révisé des Etats-Unis est adopté.

Par 96 voix contre zéro, avec 2 abstentions, le deuxième amendement contenu dans le document A/C.1/L.365/Rev.1, tel qu'il a été amendé, est adopté.

Par 98 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution A/C.1/L.363/Rev.1, tel qu'il a été amendé, est adopté.

18. M. MISHRA (Inde) dit que son pays remercie les membres du Comité pour leur décision d'accorder le patronage de l'ONU à l'installation internationale équatoriale de lancement de fusées-sondes de Thumba, et exprime sa reconnaissance aux pays qui ont contribué à cette entreprise et se sont prononcés en sa faveur.

19. M. FEDORENKO (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique que sa délégation a voté pour l'amendement. L'assistance envisagée dans cet amendement doit être accordée volontairement, comme toute assistance, peut-être dans le cadre des activités d'assistance technique de l'ONU et des institutions spécialisées. La recherche spatiale et l'utilisation de l'espace touchent à la sécurité des Etats. Il faudra en tenir compte lorsqu'on arrêtera les modalités de l'assistance en question.

POINT 107 DE L'ORDRE DU JOUR

Inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et protection de leur indépendance et de leur souveraineté (suite) [A/5977; A/C.1/L.343/Rev.1, L.349/Rev.2, L.350 et Corr.1, L.351, L.352, L.353/Rev.4 et Add.1, L.354, L.364 et Add.1]

EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION (suite) [A/C.1/L.343/REV.1, L.349/REV.2, L.350 ET CORR.1, L.351, L.352, L.353/REV.4 ET ADD.1, L.354, L.364 ET ADD.1]

20. M. GEBRE-EGZY (Ethiopie) propose que la priorité soit accordée au projet de résolution des 57 puissances (A/C.1/L.364 et Add.1).

Il en est ainsi décidé.

21. Le PRESIDENT invite les représentants désireux d'expliquer leur vote avant que le projet de résolution soit mis aux voix à prendre la parole.

22. Sir Roger JACKLING (Royaume-Uni) dit que sa délégation appuie sans réserve le principe de la non-intervention dans les affaires intérieures des Etats. Comme il l'a indiqué lors de la discussion générale (1398ème séance), la déclaration envisagée devrait être l'expression objective et complète du principe de la non-intervention et devrait traiter de l'intervention sous toutes ses formes et non se limiter à certaines seulement. Elle ne devrait pas seulement décourager et condamner l'intervention, mais aussi encourager activement la coopération entre

les Etats Membres. Elle devrait être rédigée avec le plus grand soin de façon qu'elle n'ait pas une signification différente pour différentes personnes.

23. A son avis, le principe de la non-intervention constitue un domaine important du droit international et demande à être étudié de façon approfondie avant de pouvoir être pleinement exprimé dans une série de propositions. Il importe particulièrement que les termes employés soient définis de façon exacte et précise. Or, la Commission est saisie d'un projet de résolution (A/C.1/L.364 et Add.1) qui a été présenté il y a peu de temps seulement; les membres n'ont pas disposé du temps nécessaire pour en examiner en détail toutes les conséquences et les gouvernements n'auront pas eu la possibilité de prendre connaissance du texte. Dans ces conditions, il serait préférable que la Commission renvoie la question à un comité intersessions ou au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, comme l'ont proposé plusieurs délégations.

24. Le représentant du Royaume-Uni appelle l'attention sur un projet de résolution qui a été adopté par la Sixième Commission à sa 898ème séance^{1/} et qui insiste sur l'importance qu'il y a à poursuivre les efforts en vue de réaliser un accord général à chaque stade du processus d'élaboration des sept principes du droit international énoncés dans la résolution 1815 (XVII) de l'Assemblée générale, parmi lesquels figure le principe de la non-intervention.

25. Le projet de résolution contient de nombreux éléments auxquels sa délégation souscrit sans réserve, mais elle a cependant des réserves à formuler au sujet de certaines des expressions employées dans le texte qui, à son avis, ne respectent pas les critères fondamentaux à appliquer. En outre, on ne devrait prendre de décision sur l'interprétation des principes de la Charte que lorsque toutes les délégations et tous les gouvernements auront eu l'occasion de faire connaître leurs vues sur le texte proposé. En conséquence, la délégation du Royaume-Uni devra s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution des 57 puissances.

26. M. WALDHEIM (Autriche) dit que si sa délégation n'a pas pris part à la discussion générale ce n'est pas par manque d'intérêt. Au contraire, elle considère la non-intervention comme un des principes les plus importants de la Charte, fondé sur l'égalité souveraine de tous les Etats Membres.

27. Avant la seconde guerre mondiale, l'Autriche a connu toutes les formes d'intervention, y compris les pressions économiques, le chantage politique et les luttes idéologiques fomentées par l'étranger. Membre fidèle de la Société des Nations, elle a cependant été victime d'une intervention flagrante, comprenant la menace et l'emploi de la force.

28. La délégation autrichienne apprécie à leur juste valeur l'initiative de la délégation de l'URSS et les efforts de plusieurs autres délégations en vue d'élaborer une déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats

et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté. Malgré les dispositions de la Charte, l'Organisation des Nations Unies a vu maintes fois des pays recourir ouvertement ou non à la menace ou à l'emploi de la force. Il paraît donc opportun qu'elle réaffirme une fois de plus un principe fondamental de la Charte et fasse en sorte qu'il corresponde aux réalités de la vie internationale et aux aspirations légitimes de tous les pays. La délégation autrichienne est heureuse de constater que les auteurs de tous les projets de résolution qui ont été présentés au sujet de ce point de l'ordre du jour se sont efforcés de tenir compte de l'interdépendance politique, économique et culturelle de plus en plus étroite des différents pays et que beaucoup de représentants ont souligné l'importance des dispositions de la Charte sur l'autodétermination des peuples et le progrès des droits de l'homme, ainsi que le progrès social, économique et culturel dans le monde entier. Elle accueille avec satisfaction, en particulier, la proposition du représentant de la Suède touchant une déclaration sur le développement de la coopération internationale dans le monde.

29. L'intervention, sous quelque forme et pour quelque raison que ce soit, est une violation de la Charte et une atteinte inadmissible à l'indépendance d'un Etat et à la personnalité de son peuple. L'Organisation des Nations Unies doit veiller à ce que le principe fondamental de la non-intervention dans les affaires intérieures et extérieures des Etats soit scrupuleusement respecté. Le représentant de l'Autriche est heureux que, grâce aux efforts inlassables de quelques délégations, on ait pu élaborer un projet qui semble bénéficier d'un large appui au sein de la Commission, et il votera en sa faveur.

30. M. SHAW (Australie) se rend compte qu'on a fait de grands efforts pour réaliser un accord sur le projet de résolution A/C.1/L.364 et Add.1, mais il n'est pas sûr de pouvoir l'appuyer. Lorsqu'on examine une déclaration sur la non-intervention, il convient de se demander si elle bénéficie de l'appui des grandes puissances représentées à l'ONU. En effet, on pourrait douter de sa valeur si les membres permanents du Conseil de sécurité n'y souscrivaient pas. Toutefois, il ne s'agit pas simplement d'une question de relations entre les grandes puissances de l'Ouest et de l'Est: au cours de la discussion générale, plusieurs orateurs ont cité en exemple des actes d'agression indirecte intolérables, qui ont été perpétrés par de petites ou moyennes puissances. Il importe aussi de se demander dans quelle mesure la déclaration contribuerait à faire respecter les dispositions de la Charte par tous les Etats Membres. La discussion a montré les véritables raisons pour lesquelles certains Etats Membres prétendent exercer le droit d'intervenir dans les affaires d'autres Etats Membres. Elle a aussi montré que la principale menace qui pèse sur la paix mondiale ne résulte pas des rivalités entre les grandes puissances représentées à l'ONU, mais de l'intervention d'une grande puissance, qui n'est pas membre de l'ONU, dans les affaires des petits pays.

31. Une des faiblesses du projet de résolution réside dans le fait qu'il constitue un mélange de notions politiques et de notions juridiques qui ne trouverait

^{1/} Adopté ultérieurement en tant que résolution 2103 (XX) de l'Assemblée générale.

pas normalement sa place dans un instrument international définissant les obligations des Etats en matière de non-intervention. Il est faux de dire, comme il est indiqué au neuvième considérant, que "la violation du principe de la non-intervention constitue une menace à l'indépendance, à la liberté et au développement politique, économique, social et culturel normal des pays, en particulier de ceux qui se sont libérés du colonialisme", alors qu'un vieil Etat depuis longtemps indépendant comme la Thaïlande se trouve en butte aux menaces d'Hanoï et de Pékin. La Commission a entendu parler d'agressions indirectes commises contre plusieurs Etats de l'Amérique latine qui, comme l'Australie, ne se considèrent probablement plus comme libérés du colonialisme. En tout état de cause, cette condition particulière ne devrait pas être retenue pour qu'un Etat puisse affirmer qu'il est victime d'une intervention.

32. La première phrase du paragraphe 1 du dispositif semble avoir pour objet d'ajouter quelque chose au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte et prête ainsi à controverse sur le plan juridique. En outre, il n'est pas réaliste de supposer que des relations internationales puissent exister sans que certains Etats cherchent à influencer les actes et la politique d'autres Etats. L'essentiel est de poser que l'intervention ne saurait être admise. A s'en tenir à des termes trop généraux, on risque de faire perdre de son efficacité au principe en cause. On peut faire une autre objection: le projet de résolution ne contient aucune mention du droit des Etats d'accepter une assistance extérieure s'ils le jugent bon. La plupart des Etats considèrent un tel droit comme un attribut essentiel de leur souveraineté.

33. La délégation australienne estime que le projet de résolution des 57 puissances devrait être renvoyé au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats et que ce comité devrait être chargé de l'étudier et de faire rapport à l'Assemblée générale à sa prochaine session. Pour avoir le maximum d'effet, toute déclaration que pourrait faire l'Assemblée générale demande une mise au point plus poussée. La délégation australienne décidera de la façon dont elle votera compte tenu du fait qu'il est de l'intérêt primordial de tous les Etats Membres de prévenir l'intervention.

34. M. SEYDOUX (France) déclare que le projet de résolution des 57 puissances rappelle des principes avec lesquels la délégation française se trouve en complet accord. Il a néanmoins certaines réserves à formuler au sujet du texte, qui est tantôt trop vague, tantôt trop touffu et qui relève plus de concepts de la morale internationale que d'une rigoureuse analyse juridique. Le représentant de la France votera cependant en faveur du projet de résolution à condition qu'il ne soit en aucun cas invoqué comme précédent devant la Sixième Commission ou le Comité spécial chargé d'étudier les principes de droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. M. Seydoux appelle l'attention sur l'imprécision du terme "peuples" employé dans le projet de résolution et souligne également combien il aurait été utile d'indiquer dans ce projet, à côté des formes d'intervention condamnables, celles qui

se produisent à la demande d'un Etat, dans le cadre de traités d'amitié ou d'alliance, et qui ne sauraient évidemment encourir la même réprobation.

35. Etant donné que la délégation française n'a pas voté en faveur de la résolution 1514 (XV) mentionnée au troisième considérant, le représentant de la France a demandé aux auteurs qui ont présenté le projet s'il serait possible d'obtenir un vote séparé sur cet alinéa, mais ils n'ont pas accepté. S'il y avait eu un vote séparé sur cet alinéa, le représentant de la France se serait abstenu. En conséquence, son vote en faveur du projet de résolution ne doit pas être interprété comme une modification de la position du Gouvernement français à l'égard de la résolution 1514 (XV).

36. M. FARAH (Somalie) déclare que son pays aurait participé à l'élaboration du projet de résolution dont la Commission est saisie n'eût été la mention, au cinquième considérant, du "Programme pour la paix et la coopération internationale", adopté à la deuxième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés tenue au Caire en 1964. Cette mention peut paraître sans importance, mais la Somalie a été l'un des pays qui ont exprimé de sérieuses réserves en ce qui concerne la section IV de cette déclaration dans laquelle on peut lire qu'"une situation provoquée par la menace ou l'emploi de la force ne sera pas reconnue et, en particulier, les frontières établies des Etats seront inviolables". La Somalie et les autres pays parties à des différends territoriaux estiment que la seconde moitié de cette phrase est inacceptable et la position du Gouvernement somali a été exprimée de façon claire à la Conférence du Caire et à l'Assemblée générale. Les frontières sont valables si elles sont établies par des traités légaux et équitables, sur la base du respect du droit à l'autodétermination; toutefois, des Etats revendiquent souvent un territoire et refusent ensuite de sanctionner toute contestation à cette revendication sous prétexte qu'elle constitue une "ingérence" dans ses affaires intérieures.

37. La Somalie est tenue par sa constitution de régler ses différends territoriaux et autres par des moyens pacifiques, mais le principe de l'intégrité territoriale ne doit pas être faussé au point de donner, au mépris de la légalité, un caractère sacro-saint aux possessions territoriales. La Somalie votera donc en faveur du projet de résolution à la condition expresse que cela ne préjuge pas la position de tous Etats parties à des différends territoriaux et que cela n'implique aucune reconnaissance légale de frontières existantes.

38. M. SIDI BABA (Maroc) félicite les délégations qui ont participé aux négociations pour les efforts qu'elles ont déployés pour mettre au point le projet de résolution (A/C.1/L.364 et Add.1). Etant donné que ce projet énonce des principes qui ont toujours été proclamés par le Gouvernement marocain comme la base des relations entre les Etats, le représentant du Maroc votera en sa faveur. Toutefois, ce texte mentionne au cinquième considérant le "Programme pour la paix et la coopération internationale", adopté à la fin de la Conférence des pays non alignés tenue au Caire, et dont certaines parties n'ont pas été adoptées à l'unanimité et ne sont pas acceptables

pour le Gouvernement marocain. Le représentant du Maroc tient donc à souligner que son vote ne doit être en aucune façon interprété comme une modification de la position de son gouvernement et les réserves exprimées dans sa lettre du 26 janvier 1965 adressée au Secrétaire général (A/5865) restent valables.

39. M. CORNER (Nouvelle-Zélande) déclare que la délégation néo-zélandaise partage le point de vue que la question de la non-intervention est de la plus grande importance et que toute déclaration adoptée par l'Assemblée générale figurera parmi les documents essentiels des Nations Unies. Il est donc d'autant plus important que le texte soit entièrement acceptable, à la fois dans ses aspects juridiques et politiques. En tant que déclaration d'intentions politiques, le projet de résolution des 57 puissances professe des principes auxquels la Nouvelle-Zélande, qui est une petite nation, souscrit sincèrement. Les délégations qui ont élaboré ce texte unique méritent qu'on leur rende hommage, mais le projet lui-même révèle que ses rédacteurs étaient pressés par le temps. En outre, il n'a pas été soumis à l'examen de la Commission. Etant donné l'importance de la question, il serait donc préférable qu'une décision soit remise jusqu'à ce qu'un organe approprié, peut-être le Comité spécial chargé d'étudier les principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats, ait étudié le problème plus à fond. Si toutefois le projet de résolution est mis aux voix, la délégation néo-zélandaise n'aura d'autre choix que de s'abstenir.

40. M. AZNAR (Espagne) déclare qu'il s'est félicité de l'initiative prise par l'Union soviétique de soumettre un projet de déclaration sur l'inadmissibilité de l'intervention dans les affaires intérieures des Etats et la protection de leur indépendance et de leur souveraineté, prévoyant que le débat se révélera l'un des plus importants dans les annales des Nations Unies. Toutefois, il s'est vite rendu compte que les délégations n'étaient pas suffisamment préparées pour la tâche longue et ardue qui les attendait. Ce qui a été réalisé est loin d'être parfait. Néanmoins, il votera en faveur du projet de résolution des 57 puissances, qu'il considère comme un prélude à une véritable déclaration sur les problèmes de la non-intervention. La déclaration, au septième considérant, que "l'intervention armée est synonyme d'agression" et, aux paragraphes 1 et 2 du dispositif, des phrases telles que "toute autre forme d'ingérence ou toute menace, dirigées contre la personnalité d'un Etat", "l'usage de mesures économiques, politiques ou de toute autre nature pour contraindre un autre Etat à subordonner l'exercice de ses droits souverains" ou "tous les Etats doivent aussi s'abstenir d'organiser, d'aider, de fomenter, de financer, d'encourager..." constituent matière à de longs débats. La projet de résolution pourrait peut-être servir de loi-cadre en vertu de laquelle d'autres dispositions pourraient être prises. Le représentant de l'Espagne espère donc que l'Union soviétique et d'autres délégations porteront à nouveau cette question à l'attention de l'Assemblée générale de façon que les problèmes de la non-intervention puissent recevoir toute l'attention qu'ils méritent.

41. M. TREMBLAY (Canada) dit que sa délégation apprécie les efforts persévérants qui ont été accomplis en vue de parvenir à un accord sur le texte d'un projet de déclaration relatif à la non-intervention. En raison de l'importance primordiale du principe dont il s'agit, la délégation canadienne se voit dans l'obligation de formuler des réserves sur la façon hâtive dont la Commission élabore un texte qui a incontestablement la plus grande importance pour l'avenir. Selon le représentant du Canada, il serait plus sage de renvoyer ce point, pour complément d'étude, au Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. Cependant, le représentant du Canada est pleinement conscient de la nécessité urgente qui a motivé les efforts entrepris et ne s'opposera pas à ce que l'examen de ce point de l'ordre du jour soit achevé à la présente session. Néanmoins, même si l'on adopte une déclaration, de nombreux aspects juridiques restent à examiner, et, à cette fin, le Comité spécial doit être encouragé à poursuivre ses travaux.

42. Le représentant du Canada tient à s'associer à l'opinion exprimée par le représentant de la France, que le projet de résolution des 57 puissances ne devrait pas être considéré comme un précédent pour établir les principes juridiques qui doivent guider les relations internationales. Comme le représentant de la France, M. Tremblay a des réserves à formuler en ce qui concerne certaines expressions employées dans le texte; ainsi, au cinquième considérant, il n'est pas certain que le mot "réaffirmant" soit utilisé à bon escient, et, dans d'autres parties du texte, le mot "peuples" manque de précision. Cependant, le représentant du Canada votera en faveur du projet de résolution, étant donné qu'il exprime les vues de la Commission, et, à sa suite, celles de l'Assemblée générale, sur une question d'importance primordiale.

43. M. VINCI (Italie) félicite les auteurs du projet de résolution A/C.1/L.364 et Add.1 pour les efforts constructifs qu'ils ont déployés en vue d'élaborer un texte unique et déclare que sa délégation votera en faveur de ce texte, étant donné qu'elle comprend plusieurs principes qu'elle approuve pleinement. De même que d'autres orateurs, le représentant de l'Italie aurait préféré disposer de plus de temps pour étudier un document aussi important, en mesurer les conséquences et élaborer un texte plus clair et plus précis. Le représentant de l'Italie tient à formuler deux réserves: en premier lieu, rien dans le projet de résolution ne devrait être interprété comme portant préjudice au droit qu'ont les Etats de demander une aide, sous quelque forme que ce soit lorsqu'ils le désirent; en second lieu, il ne devrait pas constituer un précédent pour les travaux de la Sixième Commission ou du Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats. La délégation italienne se réserve également le droit de prendre à nouveau la parole au sujet de ce texte à un stade ultérieur des débats.

44. M. PANNI (Pakistan) dit que le projet de résolution des 57 puissances contient la plupart des principes essentiels pour une déclaration sur la non-

intervention et qu'il votera en sa faveur. Il pense lui aussi qu'il ne constitue qu'un premier pas et que les dispositions qu'il contient devraient être précisées et renforcées par la suite, et, compte tenu de cette considération, le représentant du Pakistan n'insistera pas pour que soient insérés les premier et troisième amendements proposés dans le document A/C.1/L.352. M. Panni est heureux de noter que le deuxième amendement figurant dans ce document a été inclus tant dans le préambule que dans le dispositif du nouveau projet.

45. M. Panni note avec satisfaction que le projet condamne sans ambiguïté la politique de discrimination raciale et contient des dispositions qui permettront d'éviter que les gouvernements qui pratiquent cette politique inhumaine ne se soustraient à leurs obligations en prétendant qu'il s'agit de leurs affaires intérieures. Rappelant que la délégation pakistanaise a appelé l'attention de la Commission à la 1404^{ème} séance sur le fait que, dans bien des régions du monde, le droit sacré que constitue l'autodétermination est refusé aux populations, le représentant du Pakistan est satisfait de voir qu'il est fait mention, au préambule et au paragraphe 6 du dispositif, du droit des peuples à l'autodétermination. Cependant, il se peut que certains Etats s'efforcent d'interpréter faussement cette expression, ainsi que l'expression "identité nationale" qui figure au paragraphe 3 du dispositif. Selon M. Panni, ces expressions ne prêtent à aucune équivoque, et il est universellement reconnu que les territoires obtenus par la force et conservés en violation du droit d'autodétermination ne sauraient constituer des éléments de l'identité nationale.

46. Il est regrettable que le projet dont est saisie la Commission ne contienne aucune condamnation du recours à la force pour disperser les populations et les expulser de leur pays d'origine. Il est tragique que le refus du droit à l'autodétermination et l'emploi de mesures coercitives à cet effet aient amené la dispersion et l'expulsion des populations sur une grande échelle. Du point de vue politique, pareils agissements risquent de conduire à l'extinction totale de la population qui en fait l'objet, ou de la réduire à une minorité insignifiante sur son propre territoire. Du point de vue humanitaire, on connaît bien les conséquences de ces agissements, et point n'est besoin d'insister sur le sort tragique des réfugiés. Comme ce projet de résolution ne condamne pas ces actes barbares, sa portée en est affaiblie, mais le représentant du Pakistan votera cependant en sa faveur en raison des nombreux éléments positifs qu'il contient.

47. M. LOPEZ (Philippines) apprécie particulièrement les efforts déployés par les auteurs, qui ont réussi à concilier des points de vue différents dans un délai très court, et il votera en faveur du projet de résolution des 57 puissances. Cependant, il tient à exprimer des réserves en ce qui concerne la procédure suivie, qui n'a laissé que peu de temps pour soumettre des amendements ou procéder à un examen plus approfondi du texte définitif, ainsi que pour la rédaction qu'il eût été possible d'améliorer. Dans le contexte actuel, le texte devrait être considéré comme une manifestation d'intentions poli-

tiques, et non comme une définition juridique précise des principes qui sont à la base de la non-intervention. Cependant, le projet répond à la nécessité de réaffirmer ces principes à l'heure actuelle.

48. M. ASTROM (Suède) souligne qu'il est important de réaffirmer les principes de la Charte et réitère l'opinion de sa délégation, qu'il conviendrait à l'Assemblée générale d'adopter dans sa vingtième année une résolution ou une déclaration réaffirmant tous les principes de la Charte. Une résolution ou une déclaration de l'Assemblée en ce sens ne modifierait nullement les obligations imposées par la Charte, et le Comité spécial des principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats s'efforce actuellement de mettre au point une définition précise des principes inhérents à ces obligations. Etant entendu que la décision prise par la Commission, et par la suite par l'Assemblée générale, ne portera pas préjudice aux travaux du Comité spécial, la délégation suédoise votera pour le projet de résolution des 57 puissances.

49. M. GEBRE-EGZY (Ethiopie) dit que, en ce qui concerne le "Programme pour la paix et la coopération internationale", qui a été adopté à la Conférence des pays non alignés tenue au Caire et dont il est fait mention dans le projet, il tient à souligner que les faits et les objectifs juridiques ont été déformés et réserve expressément le droit de sa délégation de faire connaître de façon plus précise la position de sa délégation en temps voulu.

50. Le PRÉSIDENT dit que la Commission va procéder au vote sur le projet de résolution des 57 puissances (A/C.1/L.364 et Add.1).

Il est procédé au vote par appel nominal.

L'appel commence par le Pakistan, dont le nom est tiré au sort par le Président.

Votent pour: Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Roumanie, Rwanda, Arabie Saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Soudan, Suède, Syrie, Thaïlande, Togo, Trinité et Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, République arabe unie, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Venezuela, Yougoslavie, Zambie, Afghanistan, Algérie, Argentine, Autriche, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cameroun, Canada, République centrafricaine, Ceylan, Chili, Chine, Colombie, Congo (Brazzaville), Congo (République démocratique du), Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Dahomey, Danemark, République Dominicaine, Equateur, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Iran, Irak, Irlande, Israël, Italie, Côte-d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Koweït, Laos, Liban, Libéria, Libye, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège.

Votent contre: néant.

S'abstiennent: Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Australie, Belgique, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande.

Par 100 voix contre zéro, avec 5 abstentions, le projet de résolution est adopté.

51. Le PRESIDENT dit qu'il a cru comprendre que, si le projet de résolution est adopté, les auteurs des autres projets dont est saisie la Commission n'insisteront pas pour qu'ils soient mis aux voix. En consé-

quence, s'il n'y a pas d'objection, les projets de résolution contenus dans les documents A/C.1/L.343/Rev.1, A/C.1/L.349/Rev.2 et A/C.1/L.353/Rev.4 et Add.1 ne seront pas mis aux voix.

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 13 h 20.